

**BANQUE INTERAMÉRICAIN DE
DÉVELOPPEMENT (BID)**

**PROGRAMME – FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE
TEMPORAIRE ET COMPÉTENCES POUR LES JEUNES
DON 4657/GR-HA**

EXECUTE PAR

**FONDS D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE
(FAES)**

PERIODE

1^{ER} OCTOBRE 2019 – 31 MARS 2020

« RAPPORT – MISSION D'AUDIT »

08/09/2020



**FONDS D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)**

RAPPORT – MISSION D'AUDIT

**PROGRAMME
FILET DE SÉCURITÉ SOCIALE TEMPORAIRE ET COMPÉTENCES
POUR LES JEUNES**

**ACCORD DE DON
4657/GR-HA**

**FINANCE PAR
BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT
(BID)**

PÉRIODE :

1^{ER} OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

6 bis, rue Romain (Delmas 33)
Delmas, Haïti
Tel: (509) 2813-0090 ; 2813-0091
www.amfexperts.com

TABLE DES MATIERES

LETTRE DE TRANSMISSION ET SOMMAIRE DES RESULTATS.....	1
Contexte 1	
Objectifs et Étendue de la verification	5
Procédures 5	
Sommaire des Résultats de l'Audit.....	8
Commentaires de la Direction	9
RAPPORT INDEPENDANT DE L’AUDITEUR	10
ETAT DES FLUX DE TRESORERIE.....	12
ETAT DES INVESTISSEMENTS CUMULATIFS	14
NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS.....	17
RAPPORT INDEPENDENT DE L’AUDITEUR SUR LE CONTROLE INTERNE	26
RESULTATS D’AUDIT DÉTAILLÉS	28
ANNEXE 1 : SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DE RECOMANDATIONS DE L’AUDIT PRÉCEDENT	32
ANNEXE 2 : LISTE DES IMMOBILSATIONS	39

LETTRE DE TRANSMISSION ET SOMMAIRE DES RESULTATS

M Michel Patrick BOISVERT, Ministre
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
Haïti Port-au-Prince, Haïti

A/s M. Charles Ernest CHATELIER, Directeur Général
Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES)
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Ministre,

Ce rapport présente les résultats de notre vérification financière pour le Programme intitulé « Filet de Sécurité Sociale Temporaire et Compétences pour les Jeunes » dans le cadre du Financement Non-Remboursable No. 4657/GR-HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) géré par le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020.

CONTEXTE

Présentation de FAES et du projet

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) créé en 1990 par Décret Présidentiel est un organisme autonome à caractère financier placé sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Le FAES a pour mission d'accompagner les Communautés défavorisées dans le Développement de leurs capacités et la valorisation de leur potentialité en vue de dégager une vision commune de leur avenir en apportant l'appui nécessaire à leur renforcement en finançant des projets prioritaires identifiés par ces communautés.

Le FAES intervient entre autres, dans le secteur de l'Éducation, la Santé, l'Agriculture, la Micro Finance, l'Assainissement, l'Assistance Sociale.

Projet 4657 – Filet de Sécurité Sociale Temporaire et Compétence pour les Jeunes

L'objectif général est de créer un filet de sécurité sociale à court terme pour les jeunes dans les zones urbaines vulnérables, tout en créant des possibilités de formation et d'intermédiation du travail pour les jeunes sur le long terme.

Le programme a trois objectifs spécifiques : (i) fournir des opportunités de revenu à court terme aux jeunes par le biais d'emplois à court terme dans des communes vulnérables ; (ii) améliorer les compétences des jeunes vivant dans des communes vulnérables pour créer des opportunités économiques à long terme ; et (iii) renforcer les capacités de passation des marchés, d'administration et de gestion de projets du Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) et la capacité d'intermédiation du travail du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST).

Pour atteindre ses objectifs, le Projet comprend les trois (3) composantes suivantes :

Composante I. Filet de protection temporaire à travers l'emploi temporaire dans les petits projets de développement communautaire.

Cette composante vise à offrir des opportunités de revenus à court terme aux jeunes. Il financera: (i) les allocations pour les bénéficiaires participant au Programme d'Emploi Temporaire (PET); (ii) la formation sur les compétences socio-émotionnelles pour les bénéficiaires; (iii) les matériaux de construction, les outils et équipement de sécurité associés à la mise en œuvre de projets communautaires; (iv) les frais associés à la réalisation de paiements électroniques; (v) les services de conseil pour développer le système biométrique qui sera utilisé pour faire le suivi de la participation au PET; (vi) les scanners biométriques; (vii) la formation associée à l'utilisation des scanners; et (viii) les frais d'administration facturés des opérateurs chargés de la facilitation du processus de consultation pour sélectionner les petits projets et de planifier et mettre en place et superviser les projets communautaires.

Les petits projets axés sur le développement communautaire seront identifiés grâce à un processus participatif. Chaque petit projet de développement communautaire à financer aura une valeur maximale de 50 000 dollars USD (exceptionnellement, jusqu'à 75 000 dollars USD conditionnel à la non objection de la part de la Banque) et aura comme objectif l'emploi d'une main-d'œuvre peu qualifiée. Plus précisément, le coût du travail (main-d'œuvre), devra représenter au moins 70% de la valeur du portefeuille total de projets de chaque Operateur.

Composante II. Formation pour les jeunes

Cette composante vise à améliorer les compétences des jeunes et financera deux types d'activités de formation: (a) une formation professionnelle axée sur la demande pour 1700 jeunes afin d'accroître leur potentiel d'accès à l'emploi et (b) des services de formation et d'appui pour 260 jeunes entrepreneurs.

La Formation Professionnelle vise à améliorer l'accessibilité à l'emploi de 1 700 jeunes répondant aux critères d'éligibilité suivants : (i) être âgés de 16 à 29 ans ; (ii) être chercheur d'emploi et ne pas être scolarisé ou en formation au moment de l'inscription ; (iii) avoir ensuite atteint le niveau minimum requis par le programme de formation, (iv) vivre dans les zones vulnérables ciblées ; et (v) au moins 30% des bénéficiaires seront des femmes. La participation au programme ne sera autorisée qu'une seule fois.

Le programme de formation professionnelle financera : (i) une assistance technique pour identifier des centres de formation agréés et des cours de qualité demandés par les employeurs; (ii) les frais de formation; (iii) les allocations pour les repas et le transport des bénéficiaires; (iv) les frais de paiement électronique; (v) les frais d'administration des opérateurs pour aider les bénéficiaires pendant la formation; et (vi) la conception d'un modèle de formation aux compétences numériques et la conception d'un modèle d'apprentissage. L'égalité des sexes sera encouragée parmi les femmes afin de sensibiliser les gens aux opportunités offertes par les carrières

traditionnellement masculines, ainsi que dans les centres de formation sur l'importance de réduire les biais. Les mécanismes de promotion de la formation axée sur la demande comprennent : (i) l'identification des besoins en compétences des employeurs ; (ii) les centres de formation sont tenus à adapter le contenu de la formation pour répondre aux besoins de l'employeur ; et (iii) des stages pour fournir une expérience de travail.

Les services de formation et de soutien aux jeunes entrepreneurs comprendront des fonds pour: (i) concevoir un programme d'incubation pour lancer une activité génératrice de revenus; (ii) embaucher des cadres pour gérer l'espace d'incubation et fournir des services aux jeunes entrepreneurs; (iii) établir et fournir des équipements pour la mise en place d'un espace de travail partagé ; (iv) lancer des campagnes de sensibilisation; (v) embaucher des formateurs; et (vi) accorder une allocation à des entrepreneurs sélectionnés.

Composante III. Renforcement institutionnel du FAES et du MAST

L'objectif est de renforcer la capacité du FAES en matière de passation de marchés, d'administration et de gestion de projets et de renforcer la capacité d'intermédiation du travail du MAST.

Pour le FAES, la composante financera : (i) services de consultation pour soutenir l'élaboration du Manuel des opérations du FAES (MOF); (ii) des services de consultation pour améliorer les systèmes de gestion de projets et de contrats et pour concevoir les systèmes de classement et d'archivage correspondants; (iii) cours de formation sur la passation des marchés et la gestion de projet; et iv) l'achat de matériel ITE et de mobilier de bureau pour le bureau central et trois bureaux régionaux.

Pour le MAST, le projet financera des services de consultation pour: (i) la conception d'une offre de service et d'un modèle d'attention pour les demandeurs d'emploi; (ii) la conception d'une plateforme d'offre de services et une stratégie d'engagement pour les employeurs; (iii) élaborer un plan de gestion stratégique, y compris une stratégie de gestion des ressources humaines et de la performance, ainsi que la formation du personnel du MAST; (iv) concevoir la plate-forme technologique d'intermédiation du travail, y compris l'achat des matériaux et les logiciels; et (v) la conception d'un système d'information sur les marchés du travail comprenant des mécanismes pour collecter des informations sur la demande et l'offre, ainsi que pour traiter et diffuser des informations. Il financera également du matériel pour le bureau des Services d'Intermédiation du Travail (SIT).

Cette composante aidera également le MAST à renforcer et à mettre à jour le système d'information des bénéficiaires SIMAST. Dans ce contexte, tous les bénéficiaires de ce programme seront inclus dans le SIMAST. En outre, un appui sera fourni au MAST pour développer la stratégie de protection sociale qui inclura des interventions à court et à moyen terme.

L'égalité des sexes sera intégrée dans les activités de développement du SIT en réalisant: (i) une diagnostique pour déterminer les causes des obstacles liés au genre sur le marché du travail; (ii) élaborer et mettre en œuvre une stratégie en matière de genre, y compris un programme de sensibilisation et de développement des compétences pour le personnel du SIT ainsi que des entreprises, sur l'importance de réduire les biais; (iii) l'organisation de séances de vulgarisation pour les femmes; et (iv) l'inclusion de la négociation salariale dans les ateliers destinés aux demandeurs d'emploi, ciblés sur les femmes.

Suivi, Évaluation et Administration

Cette ligne budgétaire financera : (i) une plateforme de collecte de données pour le suivi de la mise en œuvre du programme et l'élaboration de rapports ; (ii) audits financiers ; (iii) audits techniques ; (iv) évaluation à moyen terme des activités d'intermédiation ; (v) évaluation initiale (ligne de base) et évaluation finale (avant / après) des activités de formation ; et (vi) les frais d'administration du programme. Les frais d'administration comprennent le recrutement des consultants suivants pour remédier aux faiblesses de l'analyse institutionnelle. Des consultants que seront inclut dans le PPM.

Les coûts estimatifs du Projet sont répartis comme suit :

CATEGORIE DE DEPENSES	BUDGET TOTAL (USD)
Composante I. Filet de sécurité temporaire à travers l'emploi temporaire dans les petits projets de développement communautaire	27,996,950.00
1.1 Rev pr bénéficiaire de 18 à 35 ans	15,319,584.00
1.2 Projets dév. communautaire	6,565,536.00
1.3 Système biométrique	640,550.00
1.4 Frais de gestion des opérateurs	5,471,280.00
Composante II. Formation des jeunes	6,539,450.00
2.1 Bénéficiaire entre 16 et 29 ans inscrits à des programmes de formation	2,952,015.00
2.2 Étude pour la mise en œuvre des projets	872,282.00
2.3 Activités entrepreneuriales	2,000,000.00
2.4 Frais de gestion des opérateurs	715,153.00
Composante III. Renforcement institutionnel du FAES et du MAST	2,709,200.00
3.1 FAES : Renforcement institutionnel (équipements et matériels)	395,500.00
3.2 FAES : Travaux	60,000.00
3.3 FAES : Études	182,000.00
3.4 FAES : Formations et ateliers	142,700.00
3.5 MAST : Renforcement institutionnel	100,000.00
3.6 MAST : Pole d'emploi	420,000.00
3.7 Plateforme d'études et d'intermédiation	927,600.00
3.8 MAST : Plateforme technologique	271,400.00
3.9 MAST : Formation du personnel intermédiation	60,000.00
3.10 FAES : Système de suivi	150,000.00
Suivi, évaluation, audit et administration	2,754,400.00
4.1 Audit financier et technique	490,000.00
4.2 Coûts d'opération	196,267.00
4.3 Embauche du personnel FAES	1,638,100.00
4.4 Fourniture de bureau FAES	28,000.00
4.5 Évaluations	131,033.00
4.6 Carburant, électricité et communication	176,000.00
4.7 Imprévus	95,000.00
TOTAL	40, 000,000.00

OBJECTIFS ET ÉTENDUE DE LA VERIFICATION

L'objectif de cette mission était de réaliser un audit de l'Etat des Flux de Trésorerie et de l'Etat des Investissements du Projet 4657 intitulé « Filet de Sécurité Sociale Temporaire et Compétences pour les Jeunes » dans le cadre du Financement Non-Remboursable No. 4657/GR-HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), exécuté par le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020.

Notre vérification a été effectuée en conformité aux Normes Internationales d'Audit et aux Directives pour la Préparation des Rapports Financiers et des Audits Externes des Opérations financées par la Banque, et en conséquence comporte l'application des tests de corroboration et de conformité que nous avons considéré nécessaires dans les circonstances.

Les objectifs spécifiques de cet audit sont de (d') :

1. Exprimer une opinion sur l'État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements Cumulatifs du Projet 4657, « Filet de Sécurité Sociale Temporaire et Compétences pour les Jeunes », géré par le FAES qui détermine si ces États Financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, les contributions reçues et les frais encourus pour la période sous audit.
2. Évaluer et obtenir une compréhension suffisante des structures de contrôle interne en vue d'évaluer les risques de contrôle et d'identifier les insuffisances incluant les déficiences majeures qui constituent des faiblesses matérielles dans les structures de contrôle interne.
3. Réaliser des tests en vue de déterminer si le FAES a respecté, à tous égards importants, les lois et règlements applicables, en ce qui concerne les projets et programmes financés par la BID et spécifiquement le Projet sous audit.
4. Déterminer dans quelle mesure les dispositions appropriées ont été prises pour mettre en œuvre les recommandations des audits antérieurs, le cas échéant.

PROCEDURES

Les principales procédures de vérification ont été les suivantes :

A. État des Flux de Trésorerie et État des Investissements

- Procéder, sur base d'échantillonnage, à la vérification des opérations et écritures comptables, transactions et pièces justificatives qui supportent la production des États Financiers notamment : l'État des Flux de Trésorerie ou l'État d'Encaissement et de Décaissement, et l'État des Investissements Cumulatifs du Projet incluant les montants budgétisés par rubriques, et grandes catégories ainsi que les financements reçus de la BID et les dépenses encourues et rapportées par le FAES.

Financement

- Confirmer directement avec la Banque Interaméricaine de Développement (BID) les fonds versés à FAES ou payés directement aux consultants externes dans le cadre du Projet sous audit au cours de la période vérifiée.

- Confirmer avec la Banque de la République d’Haïti (BRH), ou tout autre banque, le solde des comptes de projet à la fin de l’année.
- Concilier les dépôts aux comptes du programme avec les financements reçus.
- Concilier les registres comptables du FAES avec les LMS 1 et 10 émis par la BID.
- Vérifier que les revenus du Programme sont intégralement reportés dans les rapports financiers du programme.
- Vérifier que la gestion des comptes est faite en conformité avec le règlement d’opérations.

Dépenses

- Examiner les livres du Projet et le Grand Livre pour déterminer si les dépenses engagées ont été correctement enregistrées.
- Rapprocher le Grand Livre Général et les journaux auxiliaires aux relevés des dépenses du Projet rapporté à la BID.
- Revoir sur base de sondages, les dépenses du Projet et les requêtes de décaissement soumises à la BID en vue de nous assurer de leur conformité aux clauses contractuelles, de leur utilisation pour des activités prévues dans le cadre de l’accord de financement non remboursable, de l’existence de pièces justificatives appropriées et suffisantes, de leur report correct aux comptes de Grand Livre ou aux rubriques de dépenses, et de l’obtention des autorisations préalables selon les procédures.
- Examiner les coûts directs et indirects facturés ainsi que les coûts encourus, mais en attente de justification par la BID, y compris les coûts questionnables identifiés et questionnés.
- Identifier tous les coûts qui ne sont pas adéquatement supportés par des pièces justificatives ou ne sont pas en conformité avec les termes du contrat et qui ont été questionnés.

Avances

1. Examiner les procédures utilisées pour contrôler les fonds, y compris leur acheminement aux institutions financières ou d’autres entités d’exécution.
2. Examiner les comptes de banque et les contrôles sur ces comptes.
3. Effectuer la confirmation positive de soldes, suivant qu’il se révèle nécessaire.
4. Déterminer si les avances de fonds étaient justifiées et adéquatement supportées par une documentation suffisante, y compris les rapprochements des fonds avancés, décaissés, et les soldes disponibles.

Acquisition de biens, travaux et services

- Examiner les procédures de passation de marchés pour déterminer si de saines pratiques commerciales y compris la concurrence ont été utilisées, des prix raisonnables ont été obtenus, des contrôles adéquats étaient en place sur la qualité et les quantités reçues, et afin de s’assurer que les procédures et règlements

de la BID et de la passation de marché de l'État Haïtien ont été correctement appliqués.

- Confirmer avec les contractants sur base d'échantillonnage les avances effectuées et les balances à payer.
- Examiner les requêtes de paiement présentées à la BID et les documents supportant ces requêtes.
- Revoir les rapports d'avancement des travaux des firmes de supervision.

Honoraires des firmes de consultants et des consultants individuels

- Revoir les procédures de sélection des firmes et des consultants et leur concordance aux normes prescrites par la BID et les clauses sur la passation de marché contenues dans l'accord de don et celles régissant le secteur public.
- Revoir sur base de sondage, les contrats avec les firmes et les consultants afin de nous assurer de la concordance des montants payés avec les termes de contrats, surtout en matière de soumission et d'acceptation des rapports et du respect des clauses des contrats et de l'accord.

Salaire et avantages sociaux

- Examiner les charges salariales directes afin de déterminer si les salaires étaient raisonnables pour les postes identifiés, conformément à ceux qui avaient été approuvés par la BID et supportés par des registres de paie, lorsque l'approbation était requise. Déterminer si des heures supplémentaires ont été imputées au Projet et si elles ont été autorisées en vertu des termes d'accord.
- S'assurer que les allocations de bénéfices sociaux reçues par les employés ont été effectuées en conformité avec les lois, règlements et accords établis, le cas échéant.
- Déterminer si les personnes qui ont reçu des bénéfices, services et prestations étaient admissibles à les recevoir.

B. Contrôle Interne

1. Examiner et évaluer, à l'aide du modèle COSO (Committee of Sponsoring Organization), la structure de contrôle interne de l'entité liée au Projet 4657, « Filet de Sécurité Sociale et Compétences pour les Jeunes », financé par la BID et géré le FAES pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020 afin d'obtenir une compréhension suffisante de la conception et de l'efficacité des politiques et des procédures de contrôle en déterminant si ces politiques et procédures ont été mis en opération.
2. Évaluer l'environnement de contrôle, l'adéquation du système comptable, les procédures et activités de contrôle. L'accent est mis sur les politiques et procédures qui se rapportent à la capacité de l'entité à enregistrer, traiter, résumer et rapporter les données financières de manière compatibles avec les affirmations énoncées dans l'Etat des Flux de Trésorerie et l'Etat des Investissements du Projet 4657.

C. Conformité aux Termes des Accords et des Lois et Règlements Applicables

Lors de la planification et de la réalisation des contrôles sur la conformité, nous avons appliqué les éléments de procédures suivants :

- Identifier les termes de l'accord, lois et règlements pertinents et déterminer lesquels d'entre eux, s'ils

ne sont pas observés, pourraient influencer directement et de manière significative l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs du Projet 4657.

- Déterminer si les paiements ont été effectués conformément aux termes de l'accord, des lois et règlements applicables.
- Déterminer si des fonds ont été dépensés à des fins non autorisées ou non conformes aux termes de l'accord.

D. Suivi des Recommandations de l'Audit Précédent

Examiner les dispositions prises par la Direction sur les conclusions et recommandations qui ont été présentées dans le rapport d'audit précédent en vue de déterminer si des mesures appropriées ont été mises en place pour remédier aux carences constatées.

SOMMAIRE DES RESULTATS DE L'AUDIT

A. État des Flux de Trésorerie et de l'État des Investissements Cumulatifs pour le Projet 4657 financé par la BID et géré par le FAES

Nous avons vérifié l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs ci-joints pour le Projet financé par la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et géré par le FAES pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020. L'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs sont de la responsabilité de la Direction du FAES. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces rapports financiers résultant de notre vérification.

Opinion

A notre avis, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs du Projet 4657 présentent fidèlement, à tous les égards importants, les revenus du Projet ainsi que les dépenses encourues et justifiées pour la période terminée le 31 mars 2020 en conformité avec la base de comptabilité décrite dans la note numéro 2.

B. Structure de Contrôle Interne

Dans la planification et l'exécution de notre vérification, nous avons examiné la structure de contrôle interne du FAES liée au Projet en vue de déterminer nos procédures d'audit dans le but d'exprimer notre opinion sur les États Financiers, y compris l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements. Sur la base de notre évaluation de la structure de contrôle interne nous avons conclu que certaines des lacunes observées pourraient compromettre la capacité du FAES de présenter des informations financières fiables. Les constatations figurant dans le rapport d'audit du Projet 4657 financé par la BID et géré par le FAES ne sont pas des faiblesses matérielles, mais des lacunes importantes qui nécessitent des mesures correctives immédiates.

Les résultats de nos tests ont révélé des lacunes touchant certains aspects de l'environnement et des activités de contrôle (voir les résultats détaillés #I, #II, #III, IV et V) susceptibles d'affecter la gestion du Projet 4657.

C. Conformité au Regard des Accords, Contrats, Lois et Règlements

Nous avons effectué des tests de conformité avec les termes des accords et lois et règlements applicables en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs sont exempts d'inexactitudes importantes résultant de non-conformité.

Les résultats de nos tests n'ont révélé aucun cas de non-conformité avec les lois Haïtiennes, accords et règlements qui doit être déclaré et divulgué selon les Directives pour la Préparation des Rapports Financiers et des Audits Externes des Operations financées par la Banque contenues dans le Guide de Gestion Financière.

D. Suivi des Recommandations de l'Audit Précédent

Il s'agit du premier audit concernant ce projet.

COMMENTAIRES DE LA DIRECTION

Nous avons pu recueillir les commentaires articulés par la Direction du FAES et ils sont intégrés dans le rapport après chaque recommandation.

Sincèrement vôtre,



AMF_Experts
Certified Public Accountants (CPA)
8 septembre 2020

RAPPORT INDEPENDANT DE L'AUDITEUR

M. Michel Patrick BOISVERT, Ministre
Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
Port-au-Prince, Haïti

A/s

M. Charles Ernest CHATELIER, Directeur Général
Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES)
Port-au-Prince, Haïti

Monsieur le Ministre,

Nous avons procédé à la vérification des Etats Financiers ci-joints, qui sont composés de l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs du Projet intitulé « Filet de Sécurité Temporaire et Compétentes pour les Jeunes », dans le cadre du Financement Non-Remboursable No. 4657/GR-HA de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) géré par le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020.

Responsabilité de la Direction en Matière d'Etats Financiers

L'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs relèvent de la responsabilité de la Direction du FAES. Cette dernière est chargée de la préparation et d'une représentation fidèle des Etats Financiers, conformément aux Normes Internationales relatives à l'établissement des rapports financiers, et de tous les contrôles jugés nécessaires par la Direction pour la préparation d'Etats Financiers qui ne contiennent pas d'anomalies significatives, qu'elles soient dues à une fraude ou à une erreur.

Responsabilité de l'Auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les rapports financiers joints au présent rapport, en nous basant sur notre vérification. Notre vérification de l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs a été effectuée en conformité avec les Normes Internationales d'Audit (International Standard on Auditing) édictées par l'International Federation of Accountants (IFAC) et aux Directives pour la Préparation des Rapports Financiers et des Audits Externes des Opérations Financées par la BID. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers ont exemptés d'inexactitudes importantes.

La vérification comprend le contrôle par sondage des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les Etats Financiers. Les procédures sont choisies en fonction de l'opinion de l'auditeur. Cela comprend l'évaluation des risques d'anomalies significatives dans les Etats Financiers, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur. Pour évaluer ces risques, l'auditeur prend en compte les contrôles internes relatifs à la préparation et à la présentation d'Etats Financiers fidèles de l'entité afin de prévoir les

procédures d'audit qui soient adaptées à la situation. Notre vérification comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes effectuées par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des Etats Financiers. Nous croyons que notre vérification fournit une base raisonnable pour étayer notre opinion.

Tel que décrit dans la note numéro 2, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs ont été préparés sur une base de comptabilité de caisse modifiée, laquelle constitue une base de comptabilité différente des Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière (IFRS).

Opinion

A notre avis, l'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs présentent fidèlement, à tous les égards importants, les encaissements et décaissements effectués ainsi que les investissements du Projet pour la période allant du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020 en conformité avec la base de comptabilité décrite dans la note numéro 2 et aux termes du Contrat de Financement Remboursable no. 4657/GR-HA.

En conformité avec les termes de référence et les Normes Internationales d'Audit (International Standard on Auditing), nous avons également émis en date du 8 septembre 2020 un rapport sur le dispositif de contrôles. Cette évaluation n'était pas dans le but d'exprimer une opinion sur le contrôle interne du FAES, mais sur les Etats Financiers du Projet 4657. En conséquence, nous n'exprimons pas une telle opinion. Toutefois, en considérant les résultats de notre audit, ce rapport sur le contrôle interne en fait partie intégrante comme pour toute vérification effectuée en conformité avec les Normes Internationales d'Audit et devrait être lu en conjonction avec le présent rapport du vérificateur indépendant.

Ce rapport est destiné à l'information et l'usage du FAES et de la BID. Cependant, dès son approbation et sa publication par la BID, ce rapport est de notoriété publique et sa distribution n'est pas limitée.

Sincèrement vôtre,



AMF_Experts
Certified Public Accountants (CPA)
8 septembre 2020

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

**FONDS D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROJET 4657 /GR-HA**

POUR LA PERIODE DU 1^{ER} OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROGRAMME FILET DE SECURITE TEMPORAIRE ET COMPETENCES POUR LES JEUNES
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE / 4657/GR - HA

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

(Exprimé en dollars américains)

Au 31 Mars 2020		
BID		
Encaissements		
Encaissements cumulés au début de la Période		-
Activités au cours de la période :		
Avances de Fonds (Note 3a)	507,540.60	
Paiement direct (Note 3b)	-	
Paiement dépenses effectuées sur GOH (Note 3c)	51,258.50	558,799.10
Total encaissements		558,799.10
Décaissements effectués		
Décaissements cumulés au début de la Période		-
Activités au cours de la période :		
Justification des décaissements nets (Note 3c)	51,258.50	
Dépenses en attente de justificative (Note 5,6)	56,683.81	
Paiement direct (Note 3b)	-	107,942.31
Total décaissements		107,942.31
Excédent des encaissements sur le décaissements		450,856.79
Ajustement de conversion (Note 2c)		37.43
Montants disponibles à la fin de la période (Note 4)		450,894.23

ETAT DES INVESTISSEMENTS CUMULATIFS
FONDS D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROJET 4657/GR-HA
POUR LA PERIODE DU 1^{ER} OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROGRAMME FILET DE SECURITE TEMPORAIRE ET COMPETENCES POUR LES JEUNES
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE / 4657/GR - HA
ETAT D'INVESTISSEMENTS CUMULATIFS
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

(exprimé en dollars américains)

CATEGORIES DES DEPENSES	BUDGET AMENDÉ	MONTANT DE LA PÉRIODE	MONTANT CUMULATIF	SOLDE BUDGÉTAIRE au 31 mars 2020
	BID	BID	BID	
Composante I:Filet de sécurité temporaire à travers l'emploi temporaire dans les petits projets de développement communautaire				
Catégorie 1.1 Rev pr bénéficiaire de 18 à 35 ans qui reçoivent un revenu	15,319,584.00	-	-	15,319,584.00
Catégorie 1.2 Projet dév. communautaire achevés	6,565,536.00	-	-	6,565,536.00
Catégorie 1.3 Système biométrique conçu	640,550.00	-	-	640,550.00
Catégorie 1.4 Frais de gestion des opérateurs, paiement mobile et autres	5,471,280.00	-	-	5,471,280.00
Total Composante I	27,996,950.00	-	-	27,996,950.00
Composante II :Formation des jeunes				
Catégorie 2.1- Bénéficiaire entre 16 et 29 ans inscrits à des programmes de formation	2,952,015.00	-	-	2,952,015.00
Catégorie 2.2- Etudes pour la mise en œuvre de projets	872,282.00	-	-	872,282.00
Catégorie 2.3 Activités entrepreneuriales	2,000,000.00	-	-	2,000,000.00
Catégorie 2.4 Frais de gestion des opérateurs, frais de paiement mobile et autres frais	715,153.00	-	-	715,153.00
Total Composante II	6,539,450.00		-	6,539,450.00
Composante III :Renforcement Institutionnel pour le FAES et le MAST				
Catégorie 3.1Renforcement institutionnel (Equipements et matériels)	395,500.00	-	-	395,500.00
Catégorie 3.2 FAES -Travaux	60,000.00	-	-	60,000.00
Catégorie 3.3 FAES-Etudes	182,000.00	-	-	182,000.00
Catégorie 3.4 FAES - Formations et ateliers	142,700.00	11,769.07	11,769.07	130,930.93

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROGRAMME FILET DE SECURITE TEMPORAIRE ET COMPETENCES POUR LES JEUNES
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE / 4657/GR - HA
ETAT D'INVESTISSEMENTS CUMULATIFS
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

(exprimé en dollars américains)

	BUDGET AMENDÉ	MONTANT DE LA PÉRIODE	MONTANT CUMULATIF	SOLDE BUDGÉTAIRE au 31 mars 2020
CATEGORIES DES DEPENSES	BID	BID	BID	
Catégorie 3.5 Renforcement Institutionnel MAST (SIMAST et protection sociale)	100,000.00	-	-	100,000.00
Catégorie 3.6 MAST - Pole d'emploi	420,000.00	-	-	420,000.00
Catégorie 3.7 MAST - Plateforme d'études et d'intermédiation	927,600.00	-	-	927,600.00
Catégorie 3.8 MAST - Plateforme technologique service d'intermédiation publique	271,400.00	-	-	271,400.00
Catégorie 3.9 MAST - Formation du personnel d'intermédiation du travail	60,000.00	-	-	60,000.00
Catégorie 3.10 FAES- Système de suivi FAES (contrat DIMAGI)	150,000.00	-	-	150,000.00
Total Composante III	2,709,200.00	11,769.07	11,769.07	2,697,430.93
Administration, Suivi, Evaluation et Audit				
Catégorie 4.1 Audit financier et technique	490,000.00	-	-	490,000.00
Catégorie 4.2 Cout d'opération (Supervision-Assurance-entretien et réparation véhicules) Système de suivi FAES	196,267.00	104.72	104.72	196,162.28
Catégorie 4.3 Embauche du personnel pour FAES	1,638,100.00	92,478.12	92,478.12	1,545,621.88
catégorie 4.4 Fourniture de bureau FAES	28,000.00	-	-	28,000.00
Catégorie 4.5 Evaluations	131,033.00	-	-	131,033.00
Catégorie 4.6 Carburant, électricité et service de communication (internet)	176,000.00	3,590.40	3,590.40	172,409.60
Catégorie 4.7 Imprévus	95,000.00	-	-	95,000.00
Total: Administration, Suivi, Evaluation et Audit	2,754,400.00	96,173.24	96,173.24	2,658,226.76
GRAND TOTAL	40,000,000.00	107,942.31	107,942.31	39,892,057.69

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS
FOND D'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ET SOCIALES
(FAES)
Projet 4657/GR-HA

1. INFORMATION GÉNÉRALE

Le Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) créé en 1990 par Décret Présidentiel est un organisme autonome à caractère financier placé sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

Le FAES a pour mission d'accompagner les Communautés défavorisées dans le Développement de leurs capacités et la valorisation de leur potentialité en vue de dégager une vision commune de leur avenir en apportant l'appui nécessaire à leur renforcement en finançant des projets prioritaires identifiés par ces communautés.

Le FAES intervient entre autres, dans le secteur de l'Éducation, la Santé, l'Agriculture, la Micro Finance, l'Assainissement, l'Assistance Sociale.

Projet 4657 – Filet de Sécurité Sociale Temporaire et Compétence pour les Jeunes

L'objectif général est de créer un filet de sécurité sociale à court terme pour les jeunes dans les zones urbaines vulnérables, tout en créant des possibilités de formation et d'intermédiation du travail pour les jeunes sur le long terme.

Le programme a trois objectifs spécifiques : (i) fournir des opportunités de revenu à court terme aux jeunes par le biais d'emplois à court terme dans des communes vulnérables ; (ii) améliorer les compétences des jeunes vivant dans des communes vulnérables pour créer des opportunités économiques à long terme ; et (iii) renforcer les capacités de passation des marchés, d'administration et de gestion de projets du Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES) et la capacité d'intermédiation du travail du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST).

Pour atteindre ses objectifs, le Projet comprend les trois (3) composantes suivantes :

Composante I. Filet de protection temporaire à travers l'emploi temporaire dans les petits projets de développement communautaire.

Cette composante vise à offrir des opportunités de revenus à court terme aux jeunes. Il financera: (i) les allocations pour les bénéficiaires participant au Programme d'Emploi Temporaire (PET); (ii) la formation sur les compétences socio-émotionnelles pour les bénéficiaires; (iii) les matériaux de construction, les outils et équipement de sécurité associés à la mise en œuvre de projets communautaires; (iv) les frais associés à la réalisation de paiements électroniques; (v) les services de conseil pour développer le système biométrique qui sera utilisé pour faire le suivi de la participation au PET; (vi) les scanners biométriques; (vii) la formation associée à l'utilisation des scanners; et (viii) les frais d'administration facturés des opérateurs chargés de la facilitation du processus de consultation pour sélectionner les petits projets et de planifier et mettre en place et superviser les projets communautaires.

Les petits projets axés sur le développement communautaire seront identifiés grâce à un processus participatif. Chaque petit projet de développement communautaire à financer aura une valeur maximale de 50 000 dollars USD (exceptionnellement, jusqu'à 75 000 dollars USD conditionnel à la non objection de la part de la Banque) et aura comme objectif l'emploi d'une main-d'œuvre peu qualifiée. Plus précisément, le coût du travail (main-d'œuvre), devra représenter au moins 70% de la valeur du portefeuille total de projets de chaque Operateur.

Composante II. Formation pour les jeunes

Cette composante vise à améliorer les compétences des jeunes et financera deux types d'activités de formation: (a) une formation professionnelle axée sur la demande pour 1700 jeunes afin d'accroître leur potentiel d'accès à l'emploi et (b) des services de formation et d'appui pour 260 jeunes entrepreneurs.

La Formation Professionnelle vise à améliorer l'accessibilité à l'emploi de 1 700 jeunes répondant aux critères d'éligibilité suivants : (i) être âgés de 16 à 29 ans ; (ii) être chercheur d'emploi et ne pas être scolarisé ou en formation au moment de l'inscription ; (iii) avoir ensuite atteint le niveau minimum requis par le programme de formation, (iv) vivre dans les zones vulnérables ciblées ; et (v) au moins 30% des bénéficiaires seront des femmes. La participation au programme ne sera autorisée qu'une seule fois.

Le programme de formation professionnelle financera : (i) une assistance technique pour identifier des centres de formation agréés et des cours de qualité demandés par les employeurs; (ii) les frais de formation; (iii) les allocations pour les repas et le transport des bénéficiaires; (iv) les frais de paiement électronique; (v) les frais d'administration des opérateurs pour aider les bénéficiaires pendant la formation; et (vi) la conception d'un modèle de formation aux compétences numériques et la conception d'un modèle d'apprentissage. L'égalité des sexes sera encouragée parmi les femmes afin de sensibiliser les gens aux opportunités offertes par les carrières traditionnellement masculines, ainsi que dans les centres de formation sur l'importance de réduire les biais. Les mécanismes de promotion de la formation axée sur la demande comprennent : (i) l'identification des besoins en compétences des employeurs ; (ii) les centres de formation sont tenus à adapter le contenu de la formation pour répondre aux besoins de l'employeur ; et (iii) des stages pour fournir une expérience de travail.

Les services de formation et de soutien aux jeunes entrepreneurs comprendront des fonds pour: (i) concevoir un programme d'incubation pour lancer une activité génératrice de revenus; (ii) embaucher des cadres pour gérer l'espace d'incubation et fournir des services aux jeunes entrepreneurs; (iii) établir et fournir des équipements pour la mise en place d'un espace de travail partagé ; (iv) lancer des campagnes de sensibilisation; (v) embaucher des formateurs; et (vi) accorder une allocation à des entrepreneurs sélectionnés.

Composante III. Renforcement institutionnel du FAES et du MAST

L'objectif est de renforcer la capacité du FAES en matière de passation de marchés, d'administration et de gestion de projets et de renforcer la capacité d'intermédiation du travail du MAST.

Pour le FAES, la composante financera : (i) services de consultation pour soutenir l'élaboration du Manuel des opérations du FAES (MOF); (ii) des services de consultation pour améliorer les systèmes de gestion de projets et de contrats et pour concevoir les systèmes de classement et d'archivage correspondants; (iii) cours de formation sur la passation des marchés et la gestion de projet; et (iv) l'achat de matériel ITE et de mobilier de bureau pour le bureau central et trois bureaux régionaux.

Pour le MAST, le projet financera des services de consultation pour: (i) la conception d'une offre de service et d'un modèle d'attention pour les demandeurs d'emploi; (ii) la conception d'une plateforme d'offre de services et une stratégie d'engagement pour les employeurs; (iii) élaborer un plan de gestion stratégique, y compris une stratégie de gestion des ressources humaines et de la performance, ainsi que la formation du personnel du MAST; (iv) concevoir la plate-forme technologique d'intermédiation du travail, y compris l'achat des matériaux et les logiciels; et (v) la conception d'un système d'information sur les marchés du travail comprenant des mécanismes pour collecter des informations sur la demande et l'offre, ainsi que pour traiter et diffuser des informations. Il financera également du matériel pour le bureau des Services d'intermédiation du travail (SIT).

Cette composante aidera également le MAST à renforcer et à mettre à jour le système d'information des bénéficiaires SIMAST. Dans ce contexte, tous les bénéficiaires de ce programme seront inclus dans le SIMAST. En outre, un appui sera fourni au MAST pour développer la stratégie de protection sociale qui inclura des interventions à court et à moyen terme.

L'égalité des sexes sera intégrée dans les activités de développement du SIT en réalisant: (i) une diagnostique pour déterminer les causes des obstacles liés au genre sur le marché du travail; (ii) élaborer et mettre en œuvre une stratégie en matière de genre, y compris un programme de sensibilisation et de développement des compétences pour le personnel du SIT ainsi que des entreprises, sur l'importance de réduire les biais; (iii) l'organisation de séances de vulgarisation pour les femmes; et (iv) l'inclusion de la négociation salariale dans les ateliers destinés aux demandeurs d'emploi, ciblés sur les femmes.

Suivi, Évaluation et Administration

Cette ligne budgétaire financera : (i) une plateforme de collecte de données pour le suivi de la mise en œuvre du programme et l'élaboration de rapports ; (ii) audits financiers ; (iii) audits techniques ; (iv) évaluation à moyen terme des activités d'intermédiation ; (v) évaluation initiale (ligne de base) et évaluation finale (avant / après) des activités de formation ; et (vi) les frais d'administration du programme. Les frais d'administration comprennent le recrutement des consultants suivants pour remédier aux faiblesses de l'analyse institutionnelle. Des consultants que seront inclut dans le PPM.

Les coûts estimés du Projet sont de 40,000,000.00 USD.

2. SOMMAIRE DES PRINCIPES IMPORTANTS DE COMPTABILITE

L'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs ont été préparés suivant la méthode de comptabilité de caisse modifiée, qui est une base globale de comptabilité différente des principes comptables généralement reconnus ou tout autre référence comptable internationalement reconnu incluant les Normes Internationales de Présentation de l'Information Financière (IFRS).

a) Présentation des recettes, des dépenses et des contributions à recevoir

- Les revenus sont reconnus et déclarés lors de leur perception et réception.
- Les dépenses sont comptabilisées et déclarées lorsqu'elles sont engagées et payées.

- Une contribution à recevoir doit être reconnue comme un actif lorsqu'elle répond aux conditions suivantes :
 - Le montant à recevoir peut-être raisonnablement estimé; et
 - Le recouvrement ultime est raisonnablement assuré

b) **Les équipements, le mobilier et les fournitures**

Le matériel, mobilier et fournitures, désignés collectivement comme des immobilisations corporelles qui sont acquises par le biais du Projet financé par la BID sont comptabilisées comme dépenses au moment de leur acquisition. En conséquence, aucune dépréciation est reconnue sur ces biens et aucun amortissement est calculé ou facturé.

c) **Monnaies**

L'État des Flux de Trésorerie et l'État des Investissements Cumulatifs sont présenté en dollars US. Les transactions initialement effectuées en monnaie locale, gourde Haïtienne (HTG), sont converties en dollars US, en utilisant les taux de change en vigueur à la date des transactions.

Les éléments du solde de fonds exprimés en gourdes au 31 mars 2020 ont été convertis au taux de référence de la Banque Centrale (BRH) effectif à cette date, soit 97.5560 HTG pour 1 USD au 31 mars 2020. L'ajustement de conversion résultant de ces transactions est de \$37.43 US et présenté séparément à l'Etat des Flux de Trésorerie. Cet ajustement de conversion résulte principalement de la conversion du solde en fin de mois du compte de banque en monnaie locale (HTG) et se justifie tel que présenté dans le tableau ci-après, au 31 mars 2020.

AJUSTEMENT DU COMPTE EN GOURDES

POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

(Exprimé en dollars américains)

	Au 31 Mars 2020		
	Montant HTG	Equivalent taux	Montant USD
Montant disponible au début période	-		-
Virement de la période	14,357,980.00	95.7199	150,000.00
Montant disponible	14,357,980.00		150,000.00
Déboursés effectués selon les taux journaliers utilisés	5,246,559.60	92.6289	56,640.61
Solde du compte à la fin selon les taux journaliers	9,111,420.40		93,359.39
Solde du compte selon le taux de fin de période	9,111,420.40	97.5560	93,396.82
Ajustement de conversion de la période			37.43
Ajustement de conversion au début de la période			-
Ajustement de conversion au 31 Mars 2020			37.43

3. FINANCEMENT

a. Avance de Fonds

La contribution totale reçue pour la période est de \$507,540.60 tel que présenté dans le tableau ci-dessous.

No Requête	Date	Montant Sollicité (USD)	Avance de Fonds (USD)	Montant justifié (USD)	% Justifié
2	05-Dec-19	507,540.60	507,540.60	507,540.60	100%
TOTAL		507,540.60	507,540.60		

b. Paiement Direct

Aucun paiement direct pour la période.

c. Décaissements Justifiés

Les décaissements justifiés se détaillent comme suit :

Description	Décaissement Justifiés Au 31 mars 2020
Perdiem	3,892.97
Voyage	317.20
Payroll	47,048.33
TOTAL	51,258.50

La conciliation avec le LMS aux fins de détermination des montants non justifiés est présenté dans le tableau ci-dessous.

No Requête	Avance	Montant Justifié par LMS	Montant non justifié
2	507,540.60		
TOTAL	507,540.60	-	507,540.60

Le montant non justifié au 31 mars 2020 totalisant \$507,540.60 est composé du solde en caisse disponible soit \$450,894.22 (Note 4) et des dépenses en attente de justification qui s'élèvent à \$56,683.81 (Note 5) en considérant l'ajustement de conversion de \$37.43 (Note 2c, 8).

4. SOLDE EN CAISSE DISPONIBLE

Le solde en caisse disponible au 31 mars 2020, tel que présenté au tableau suivant, est constitué de fonds résiduels existant dans les comptes bancaires maintenus à la Banque de la République d'Haïti (BRH) et ne sont pas porteurs d'intérêt.

	31 mars 2019		
	Montant HTG	Taux	Montant USD
Compte bancaire BRH 111 073450USD			357,497.40
Compte bancaire BRH 111273463 HTG	9,111,420.40	97.5560	93,396.82
TOTAL			450,894.22

5. DEPENSES EN ATTENTE DE JUSTIFICATION

Au 31 mars 2020, le montant en attente de justification pour la BID s'élevait à \$56,683.81 USD, qui représentait les dépenses encourues mais non incluses dans les requêtes.

	Au 31 mars 2020
Perdiem	7,558.90
Frais Bancaire	104.72
Payroll	45,429.79
communication	3,590.40
Total	56,683.81

6. ETAT COMPARATIF DU PROJET AVEC LMS

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROGRAMME FILET DE SECURITE TEMPORAIRE ET COMPETENCES POUR LES JEUNES
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE / 4657/GR - HA
ETAT COMPARATIF DU PROJET AVEC LMS-BID
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020

(exprimé en dollars américains)

	BUDGET AMENDÉ	MONTANT DE LA PÉRIODE	MONTANT CUMULATIF	LMS	DIFFÉRENCE LMS-PROJET
Composante I:Filet de sécurité temporaire à travers l'emploi temporaire dans les petits projets de développement communautaire					
Catégorie 1.1 Rev pr bénéficiaire de 18 à 35 ans qui reçoivent un revenu	15,319,584.00	-	-	-	-
Catégorie 1.2 Projet DEV communautaire achevés	6,565,536.00	-	-	-	-
Catégorie 1.3 Système biométrique conçu	640,550.00	-	-	-	-
Catégorie 1.4 Frais de gestion des opérateurs, paiement mobile et autres	5,471,280.00	-	-	-	-
TOTAL COMPOSANTE I	27,996,950.00	-	-	-	-
Composante II :Formation des jeunes					
Catégorie 2.1- Bénéficiaire entre 16 et 29 ans inscrits à des programmes de formation	2,952,015.00	-	-	-	-
Catégorie 2.2- Etudes pour la mise en œuvre de projets	872,282.00	-	-	-	-
Catégorie 2.3 Activités entrepreneuriales	2,000,000.00	-	-	-	-
Catégorie 2.4 Frais de gestion des opérateurs, frais de paiement mobile et autres frais	715,153.00	-	-	-	-
TOTAL COMPOSANTE II	6,539,450.00	-	-	-	-
Composante III :Renforcement Institutionnel pour le FAES et le MAST					
Catégorie 3.1Renforcement institutionnel (Equipements et matériels)	395,500.00	-	-	-	-
Catégorie 3.2 FAES -Travaux	60,000.00	-	-	-	-
Catégorie 3.3 FAES-Etudes	182,000.00	-	-	-	-
Catégorie 3.4 FAES - Formations et ateliers	142,700.00	11,769.07	11,769.07	4,210.17	7,558.90

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROGRAMME FILET DE SECURITE TEMPORAIRE ET COMPETENCES POUR LES JEUNES
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE / 4657/GR - HA
ETAT COMPARATIF DU PROJET AVEC LMS-BID
POUR LA PÉRIODE ALLANT DU 1ER OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020
(exprimé en dollars américains)

	BUDGET AMENDÉ	MONTANT DE LA PÉRIODE	MONTANT CUMULATIF	LMS	DIFFÉRENCE LMS-PROJET
Catégorie 3.5 Renforcement Institutionnel MAST (SIMAST et protection sociale)	100,000.00	-	-	-	-
Catégorie 3.6 MAST - Pole d'emploi	420,000.00	-	-	-	-
Catégorie 3.7 MAST - Plateforme d'études et d'intermédiation	927,600.00	-	-	-	-
Catégorie 3.8 MAST - Plateforme technologique service d'intermédiation publique	271,400.00	-	-	-	-
Catégorie 3.9 MAST - Formation du personnel d'intermédiation du travail	60,000.00	-	-	-	-
Catégorie 3.10 FAES- Système de suivi FAES (contrat DIMAGI)	150,000.00	-	-	-	-
TOTAL COMPOSANTE III	2,709,200.00	11,769.07	11,769.07	4,210.17	7,558.90
Administration, Suivi, Evaluation, Audit					
Catégorie 4.1 Audit financier et technique	490,000.00	-	-	-	-
Catégorie 4.2 Cout d'opération (Supervision-Assurance-entretien et réparation véhicules) Système de suivi FAES	196,267.00	104.72	104.72	-	104.72
Catégorie 4.3 Embauche du personnel pour FAES	1,638,100.00	92,478.12	92,478.12	47,048.33	45,429.79
catégorie 4.4 Fourniture de bureau FAES	28,000.00	-	-	-	-
Catégorie 4.5 Evaluations	131,033.00	-	-	-	-
Catégorie 4.6 Carburant, électricité et service de communication (internet)	176,000.00	3,590.40	3,590.40	-	3,590.40
Catégorie 4.7 Imprévus	95,000.00	-	-	-	-
TOTAL: ADMINISTRATION, SUIVI, ÉVALUATION, AUDIT	2,754,400.00	96,173.24	96,173.24	47,048.33	49,124.91
GRAND TOTAL	40,000,000.00	107,942.31	107,942.31	51,258.50	56,683.81

7. CONCILIATION ENTRE L'ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE ET L'ÉTAT DES INVESTISSEMENTS

	2020
Décaissements cumulés selon l'État des Flux de Trésorerie	107,942.31
Décaissements cumulés selon l'État des Investissements	107,942.31
Écart	-

8. STATUT DU FONDS DE ROULEMENT

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)
PROGRAMME FILET DE SECURITE TEMPORAIRE ET COMPETENCES POUR LES JEUNES
ACCORD DE FINANCEMENT NON REMBOURSABLE / 4657/GR - HA
RAPPORT SEMESTRIEL SUR LE STATUT DU FOND DE ROULEMENT - BID
POUR LA PERIODE ALLANT DU 1ER OCTOBRE 2019 AU 31 MARS 2020
(Exprimé en dollars américains)

ITEM	Montant détaillé pour chacune des opérations	Montant à inclure dans le formulaire RE 1-733(9/98) Rapport semestriel sur l'état de Fonds de roulement
I- Compte Banque Centrale/ USD No.111 073450	357,497.40	
Compte Banque Centrale/ HTG No.111273463	93,396.82	
		450,894.22
II - FONDS DEJA UTILISES ATTENDANT JUSTIFICATION		
Dépenses en attente de justification	56,683.81	
III - TOTAL FONDS DE ROULEMENT ATTENDANT JUSTIFICATION (I & II)		507,578.03
IV - SOLDE DU FONDS DE ROULEMENT SELON LE LMS		507,540.60
V - DIFFERENCE (IV-III)		(37.43)
Ajustement de conversion	37.43	



Contact

Gabriel ZEPHIR, MBA, CMA, CPA, CIA, CPAH
Managing Partner

Telephone 509 2813-0090; 509 3701-9100

Email: gabrielzephir@amfexperts.com